

## GRAND DEBAT POUR L'AVENIR DE L'ECOLE

Belfort 4

Rougemont le Château et Etueffont

### Réunion d'école publique

#### 01 Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Plusieurs remarques et questions sont évoquées en début de débat sur cette question :

- les valeurs de l'école peuvent-elles être différentes des valeurs de la République ?
- pourquoi ce qui était possible entre la période de Jules Ferry et les lois sur la laïcité ne l'est plus aujourd'hui ?

Parmi les valeurs républicaines, l'égalité des chances est la plus citée. Où est cette égalité pour un enfant présentant des troubles du comportement qui se trouve « déscolarisé » faute de place dans une structure spécialisée ?

La population devient de plus en plus hétérogène surtout à cause des phénomènes d'immigration.

Dans les zones rurales l'arrivée de population en difficulté est souvent accueillie avec méfiance et une absence de la notion de solidarité. On assiste à une marginalisation de ces nouveaux arrivants, ce qui implique un écart de plus en plus important entre les deux types de population, une hétérogénéité très marquée et une reproduction des difficultés scolaires au niveau de ces familles.

Il en résulte une mutation du métier d'enseignant : il ne transmet plus que des savoirs, mais devient assistant social, psychologue..... Les enseignants ne devraient pas avoir à faire autre chose qu'enseigner.

Les professeurs des écoles se sentent seuls et démunis devant de telles difficultés sociales et manquent d'information et de formation pour aider ces familles, les « aiguiller » vers des structures spécialisées.

Les lois de décentralisation n'ont pas toujours favorisé des partenariats efficaces entre l'Education Nationale et les services de prise en charge sociale ou judiciaire : conseils généraux, PJJ, DDAAS. Il faudrait organiser une meilleure liaison entre les différents services de l'Etat .

Une remarque fait aussi état des carences en psychologues scolaires et rééducateurs alors que les postes qui existent restent vacants. L'éloignement des centres de formation et les difficultés organisationnelles personnelles qu'il implique explique le manque de candidat à ces fonctions spécialisées .

La nécessité de créer des relais, un rapprochement entre les différentes structures, les acteurs sociaux et les enseignants est souvent revendiquée.

La présence d'un éducateur spécialisé par école ou groupe d'école serait aussi une solution pour aider les enseignants à gérer ces difficultés d'ordre social et l'hétérogénéité des enfants.

Une ouverture aux familles en toute transparence permettrait de faire le lien entre l'école et la vie extérieure, de développer une cohésion sociale, des valeurs de solidarité et de fraternité.

Il serait important de créer un lien entre le projet scolaire de l'enfant et le projet scolaire de la famille qui souvent n'en a pas.

Il faudrait développer les filières d'apprentissage pour les enfants qui ne réussissent pas dans les apprentissages purement scolaires, les rendre attractives sans oublier la nécessité d'une culture minimum permettant une bonne insertion afin que le choix de ces orientations soient réfléchies et non l'aboutissement d'échecs cumulés.

Les filières scolaires qui ne servent à rien et n'offrent aucun débouché intéressant devraient être supprimées : certains bacs pro, fac d'AES..... Les parents devraient être informés des débouchés réels de ces filières, afin d'avoir un vrai projet scolaire pour leurs enfants et de ne pas laisser la responsabilité de leur orientation à l'administration.

Qu'est-ce- que la société offre à sa jeunesse ? Le chômage ne permet pas à tous de trouver une place en son sein.

L'éthique professionnelle des enseignants est très différentes des valeurs véhiculées par certaines familles. L'école devient « une réserve pour cause perdue » dont le champ se restreint régulièrement face aux valeurs plébiscitées par les médias : argent, show-biz, économie parallèle...L'écart entre les groupes d'enfants issus de ces familles et les enfants dont les familles restent en accord avec les valeurs de l'école devient de plus en plus important

L'Ecole doit se distancier de la loi du marché qui représente le contraire ses valeurs républicaines et les enseignants se doivent de présenter un comportement modélisant.

Il est nécessaire de renforcer la notion de laïcité et les valeurs républicaines à l'école afin d'éviter les « pollutions » extérieures : argent, show-biz..... qui pervertissent la notion de travail.

Y- a- t- il une place pour les différentes religions ? Il serait important d'améliorer les connaissances de toutes les religions et d'inscrire l'histoire des religions dans les programmes.

Que faire, si dans un conseil d'école les parents élus sont des femmes qui se présentent voilées aux réunions ?

L'école devrait être un sanctuaire où les différences religieuses n'ont pas leur place et où on vient apprendre. Les problèmes de laïcité ne se posaient pas auparavant. Les problèmes de la société rejaillissent sur l'école : la religion devient un moyen de revendication.

Pour faire vivre les valeurs de la République à l'école plusieurs pistes sont proposées :

- la formation des enseignants
- l'instauration d'un lien social entre l'école et les familles
- la présence d'AE pour accompagner les enfants issus de ces familles présentant un « handicap » social
- une baisse d'effectif dans les classes comportant un grand nombre de ces enfants.

En ce qui concerne les médias : les chaînes publiques devraient faire des choix culturels en accord avec les valeurs de la République.

## **12 Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire de tous les élèves ?**

Les apprentissages fondamentaux devraient être au centre des préoccupations de l'école.

Le regard des familles sur l'école est souligné : les parents y viennent pour protester en cas de maladie de l'enseignant alors qu'ils envoient leurs enfants malades à l'école maternelle surtout .

Le statut des enseignants se fragilise. Les enseignants sont pris en étau entre l'attente des parents (qui sont souvent consommateurs) et les attentes institutionnelles.

Les difficultés d'harmonisation des interventions des différents acteurs de l'école donnent lieu à différentes propositions :

- l'instauration de temps particuliers à donner aux enseignants pour rencontrer les différents partenaires (acteurs sociaux, parents, infirmières et médecins scolaires, psychologues...). Ces temps devraient être institutionnalisés afin que tous puissent se rendre compte des difficultés de chacun, partager des valeurs, échanger sur les comportements éducatifs.
- La formation des enseignants devrait prendre en compte cet aspect relationnel, partenarial et de communication.
- La nomination d'un enseignant supplémentaire pour 5 classes afin d'augmenter le nombre d'adultes référents . Ce maître n'aurait pas pour tâche de remplacer les enseignants malades.
- La prise en charge des futurs parents pourrait être envisagée d'un point de vue éducatif surtout. Une « école des parents » devrait être organisée par la communauté éducative pour ne pas laisser ce rôle à la télévision et aux médias.
- La création d'un groupe interministériel permettrait d'organiser un vrai partenariat entre l'école et les différents autres acteurs
- La création d'un protocole de partenariat afin d'éviter la solitude des enseignants dans des cas extrêmes (face à des signalements pour abus sexuels par exemple).

## **18 Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?**

L'éducation doit rester Nationale !

La programmation des enseignements de l'école doit être organisée par l'Etat pour éviter :

- les orientations politiques
- les orientations liées aux bassins d'emplois
- les inéquités liées aux moyens financiers des différents territoires

et pour assurer une cohérence nationale.

L'Etat doit aussi garder la gestion des personnels, leur formation, leur contrôle, l'organisation des examens et des diplômes.

Il doit aussi assurer la formation et le recrutement d'un nombre suffisant d'enseignants, de rééducateurs, de médecins, d'infirmières, de psychologues et des personnels de coordination assurant le lien entre les partenaires, les parents et l'école.

L'Etat devrait aussi assurer un minimum d'équipement scolaire et donner les moyens aux écoles de mettre en œuvre des programmes : romans, albums équipement informatique et connexion Internet. Les compléments resteraient à la charge des communes.

L'Etat devrait pouvoir aussi assurer une égalité de moyens de fonctionnement des écoles : fréquentation des piscines, patinoires, théâtres, expositions, médiathèques.....

Les communes garderaient la gestion des locaux, des personnels afférents.

Une augmentation de la décentralisation n'est pas souhaitée.

Les universités doivent rester nationales et le nombre des universités privées (Ecoles commerciales et techniques) devrait diminuer afin de rendre les diplômes nationaux et de préserver une équité entre tous les étudiants

Remarques et questions :

- pas de prise en charge de la santé des enseignants par l'Etat.
- le manque de travailleurs manuels est flagrant : n'a-t-on pas trop valorisé les activités intellectuelles ? il faudrait revaloriser le travail manuel et intégrer une possibilité d'alternance entre pratique et école au collège pour les enfants qui le souhaitent.
- Pourquoi l'ouvrage P.Mérieux/ X.Darcos n'a-t-il pas pu être mis en vente dans les librairie à la date prévue ?
- Pourquoi les subventions nationales sont-elles supprimées aux IREM, ESEM.... ?

### **Trois priorités pour l'Ecole**

1 : L'Ecole doit favoriser l'égalité des chances pour tous les élèves.

12 : Institutionnaliser la communication entre les parents, l'école et les partenaires en créant un corps de coordonnateurs.

18 : La décentralisation actuelle convient et ne doit pas être étendue.